



## Discours 1<sup>er</sup> mai

30/04/2021

Cher·es camarades

C'est avec un grand plaisir que nous avons pu cette année renouer avec les défilés revendicatifs et festiv' du 1<sup>er</sup> mai.

Avec 4 manifestations organisées dans tout le département, ce sont des milliers de militantes et militants qui ont pu à nouveau battre le pavé en cette journée internationale des travailleurs.

Plus que jamais, ce 1<sup>er</sup> mai revêt une signification particulière pour chacune et chacun d'entre nous, dans un contexte sanitaire où le SARS-CoV-2 et ses variants ont déjà fait plus de 3 millions de morts sur la planète, où le choc économique a plongé des millions de personnes dans la pauvreté, où la vaccination peine à enrayer la pandémie faute de massification de la production.

Même si les beaux jours tardent à arriver, même si l'état des restrictions semble se desserrer et donner un horizon, une espérance, à tous ceux qui se sont vu priver d'emploi, cette perspective aura du mal à masquer l'opulence des ultra-riches qui auront profité d'une crise économique, sociale et environnementale, pour accroître leur patrimoine tandis que tant d'autres se sont largement appauvris.

C'est un véritable scandale, lorsque que l'on sait que les 43 milliardaires Français ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, soit l'équivalent du budget de l'hôpital public, et pas moins de 41 milliards pour le seul PDG de LVMH, Bernard Arnaud.

Et pour protéger les rentiers, ces profiteurs - n'ayons pas peur du mot -, et permettre aux firmes multinationales et transnationales de s'engraisser sur le dos des Etats, des contribuables et des citoyen·nes, nos dirigeants s'arment de nouvelles réglementations pour réprimer la contestation des mesures anti-sociales qu'ils prennent au quotidien.

Oui, « **nous sommes en guerre** ». Cette ritournelle emprunté aux généraux pour unifier le pays contre un ennemi commun, et là en l'occurrence un virus, n'a-t-elle pas comme conséquence de protéger, « **quoiqu'il en coûte** », le capital et non pas l'économie ?

Alors que cette pandémie a conduit le monde dans une **crise sociale totale**, ce sont alors les mots de paix, de fraternité et de solidarité qui viennent à manquer, en particulier lorsque les groupes pharmaceutiques s'approprient brevets et vaccins sans état d'âme.

A cela, la réponse d'un pays libéral en état d'urgence sanitaire ne s'est pas fait attendre, et les conséquences sociales non plus, avec une explosion des inégalités flagrantes particulièrement pour les migrant·es, les jeunes et les femmes.

Et le prochain tir tendu annoncé contre les travailleurs·euses, après la tentative avorté du projet de loi de retraite par points, **c'est la mise en place au 1<sup>er</sup> juillet de la réforme de l'assurance chômage** par la ministre du travail, Elisabeth Borne.

S'il s'agit encore d'un énième coup de rabot contre les allocataires, mais c'est surtout la continuité d'une idéologie libérale visant à culpabiliser systématiquement les privé·es d'emploi. Comprenez par-là « *qu'il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver un emploi* » !

Et là permettez-moi un hommage particulier à ces femmes et ces hommes qui se sont subitement retrouvés privés d'emploi ou privés de travail, qu'ils et elles relèvent du secteur de l'animation, de la culture et du spectacle, du tourisme, de l'hôtellerie ou bien d'autre encore.

Mais aussi une pensée à celles et ceux qui se battent contre la casse de l'industrie comme les salarié-es de Ferropem en grève en ce moment à Livet-Gavet.

On les salut bien !

Et c'est dans ce contexte de précarisation que les haines continuent d'être distillés, de s'auto-alimenter, sur les réseaux sociaux, dans les médias.

A chaque faits divers, à chaque attentat, nos libertés sont attaquées par les surenchères populistes et politiciennes, stigmatisant tant les banlieues, tant des ethnies, tant les syndicats, et très dernièrement l'UNEF.

Ces discours fascisants, prémices aux débats pour les élections à venir, déferlent de toute part. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que le torchon fasciste Valeurs actuelles a publié le 21 avril dernier un texte signée par 20 anciens généraux concluant sur la menace d'un coup d'Etat.

Le soutien apportée par la présidente du RN à ces fantassins de l'extrême droite est une nouvelle preuve, s'il en était besoin d'en fournir, de l'adhésion à une idéologie loin des fondements de notre République.

Il n'est donc pas étonnant de voir fleurir, en réponse à diffusion de ces idées nauséabondes, des attaques régulières visant les locaux du PCF, de la CNT ou de la CGT, et tout récemment contre l'Union départementale FO Puy de Dôme à Clermont Ferrand.

*J'apporte d'ailleurs mon soutien aux camarades qui sont à mes côtés.*

L'union locale CGT de Cournon a même reçu une balle dans sa boîte au lettre en guise d'avertissement.

**Mais plus grave encore**, ce week-end c'est le cortège des fiertés qui a été attaqué par l'extrême droite lors d'une manif à Lyon sans même avoir été inquiété par les forces de l'ordre.

Comme par le passé, nous condamnons à nouveau l'idéologie et les actes de l'extrême droite raciste et fasciste et dénonçons toute complaisance – ou complicité passive - des pouvoirs publics sur ce sujet.

**L'histoire de la CGT, l'histoire du mouvement ouvrier, est et reste indéniablement internationaliste !**

Contre ceux qui au quotidien cherche à diviser les travailleuses et les travailleurs, pour mieux les soumettre, nous lançons un ce 1<sup>er</sup> mai un signal fort, s'inscrivant aussi dans le foisonnement des luttes du moment :

*« Nous refusons le retour à l'a-normal libéral et nous continuerons à porter haut et fort des propositions unitaires comme pied-de-nez au capital.*

*Face au tandem Bézioux-Macron, promettons-nous de renforcer nos organisations syndicales, d'organiser massivement les travailleuses et les travailleurs et de gagner par la grève les droits sociaux et garanties collectives pour toutes et tous.*

*Pour de nouveaux jours heureux, écrivons ensemble une nouvelle page du mouvement ouvrier.*

*Chers camarades bon premier mai !*